

GABON : FICHE PAYS – DECEMBRE 2024



Catégorie OCDE (2024) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : - / Caa2 / CCC+

Change : Franc CFA / Régime de change fixe (indexation à l'euro)

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : rester neutre jusqu'en 2050 au moins

FORCES

- Ressources pétrolières (4^e producteur d'Afrique subsaharienne), minières (manganèse - 2^e producteur mondial) et forestières
- Stabilité monétaire liée à l'appartenance à la zone franc
- Créditeur net d'émissions de carbone grâce aux ressources forestières

FAIBLESSES

- Forte dépendance des exportations aux cours des hydrocarbures et minerais
- Risque élevé de surendettement dans un contexte de faibles réserves
- Tensions politiques et sociales
- Niveau de gouvernance très faible

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : négative

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : en 2024, l'activité devrait être portée par les investissements et la reprise, même modérée, de la consommation, soutenue par la baisse de l'inflation. La croissance du pays pourrait ainsi atteindre +3,1% en 2024 et ralentir autour de +2,6% en 2025 avec la baisse attendue de la production de pétrole. A plus long terme, la croissance devrait rester assez modeste, se stabilisant autour de +2,5%/an.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : l'augmentation des revenus grâce aux réformes fiscales (suppression d'exemptions, hausses de taxes) devrait être insuffisante pour couvrir la hausse des dépenses (investissements, hausse de salaires et recrutements dans la fonction publique...). Le déficit budgétaire devrait donc se creuser et pourrait avoisiner -4 % en 2024 et -6,5% en 2025. La dette publique progresse rapidement, dépassant le seuil de convergence de la CEMAC (70%) depuis 2023, avec une trajectoire haussière qui se poursuivrait en 2024-25. La structure de la dette, en particulier le poids de la dette obligataire, est un facteur de vulnérabilité. Le service de la dette est élevé et devrait continuer à augmenter.
- **Vulnérabilité extérieure** : l'excédent courant, qui atteint un niveau record de plus de 11% du PIB en 2022 grâce à la hausse des cours du pétrole s'est érodé par la suite et devrait s'établir autour de 5% du PIB en 2024 et 3% en 2025 sous l'effet conjugué d'une baisse des exportations et de la hausse des importations. Les tensions sur les liquidités en devises persistent et l'échéance obligataire de 2025 pourrait les accentuer malgré le rachat partiel de l'Eurobond fin 2024.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : le secteur bancaire est relativement bien capitalisé et les prêts non performants ont été maîtrisés. Trois établissements sous capitalisés font toutefois l'objet d'une restructuration, sans risque systémique.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : en août 2023, un coup d'Etat militaire a renversé le Président A. Bongo après sa réélection, fortement contestée, pour un 3^{ème} mandat. Le Président de la transition O. Nguema a proposé une réforme constitutionnelle, acceptée par référendum fin 2024, prévoyant un renforcement du pouvoir présidentiel qui inquiète l'opposition. Les élections prévues mi-2025 doivent permettre de mettre fin à la période de transition post coup d'Etat. O. Nguema n'a pas encore annoncé s'il serait candidat.
- **Climat des affaires** : le pays est plutôt mieux classé selon les indicateurs de gouvernance Banque Mondiale que les autres pays de la zone mais ses performances ont tendance à se dégrader, surtout en termes de respect des lois, de lutte contre la corruption et de stabilité politique. La situation sociale s'est apaisée mais les attentes de la population sont grandes et l'absence de progrès économique ou en matière de lutte contre la corruption pourrait conduire à des mouvements de protestation.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Le Gabon est vulnérable à la sécheresse (agriculture). C'est un faible émetteur de GES et ses importantes ressources forestières lui permettent d'être créditeur net d'émissions de carbone. Les autorités veulent en conséquence promouvoir le commerce de crédits carbone.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés			
Part moyenne des échanges de marchandises 2019 - 2023 (% du total)			
Exportations		Importations	
Pétrole	58,5%	Navigation maritime ou fluviale	17,4%
Minerais (manganèse)	11,8%	Machines, app. Mécaniques	16,1%
Bois	9,5%	Machines, éqpts élect.	5,8%
		Ouvrages en fonte, fer ou acier	5,3%

Source: International Trade Center, CNUCED

Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2019 - 2023 (% du total)			
Exportations		Importations	
Chine	32,1%	France	13,3%
Congo	5,4%	Chine	11,5%
Inde	5,0%	Etats-Unis	9,0%
Inde	4,9%	Singapour	7,4%
France (10 ^{ème})	2,7%	Corée du sud	3,0%

Source: International Trade Center, CNUCED

¹CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique centrale réunissant 6 pays : Cameroun, Rep. Centrafricaine, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, Tchad.

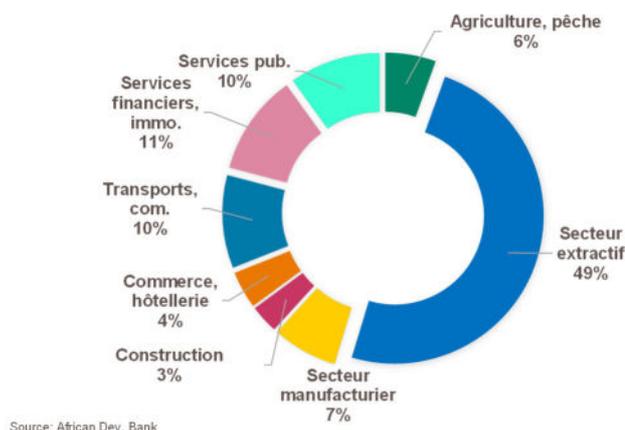
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

GABON	2020	2021	2022	2023(e)	2024(p)	2025(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	15,4	19,5	20,5	20,1	20,9	21,0
<i>Rang PIB mondial</i>	122	116	117	125	127	127
Population (Mns)	2,1	2,1	2,2	2,2	2,3	2,3
<i>Rang Population mondiale</i>	137	135	135	133	132	131
PIB / habitant (USD)	7 288	9 112	9 479	9 081	9 255	9 095
Croissance PIB (%)	-1,8	1,5	3,0	2,4	3,1	2,6
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,7	1,1	4,3	3,6	2,1	2,2
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	33,7	33,6	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dettes publiques (% PIB)	78,2	68,4	65,6	72,1	73,3	80,0
Solde public (% PIB)	-2,2	-1,9	-0,9	-1,9	-3,9	-6,5
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	19,3	19,0	13,6	14,1	16,0	20,0
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-0,5%	3,5%	10,9%	5,4%	5,1%	3,1%
IDE (% du PIB)	11,2%	7,6%	5,2%	5,6%	NA	NA
Réserves CEMAC (en mois d'importation B&S)***	3,5	2,8	4,4	4,8	4,6	4,2
Dettes extérieures totales (% PIB)**	46%	38%	35%	34%	30%	27%
Dettes extérieures CT (% PIB)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de change	575,6	554,5	623,8	606,6	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	17,5	16,9	16,1	14,7	NA	NA
Taux de NPL	9,0	7,6	7,6	7,6	NA	NA
ROE	17,1	16,9	19,1	20,7	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	167	165	161	170	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	169	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	80	81	85	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	87	108	108	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources: FMI (WEO & REO 10/2024, rapport pays 05/2024);*Banque Mondiale;**Oxford Economics;***BEAC (historique jusqu'en 2023)

a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Gabon : part des secteurs dans le PIB (2022)





1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Le secteur pétrolier reste prépondérant malgré des efforts de diversification**

L'agriculture pèse de l'ordre de 6% du PIB, dominée par l'exploitation forestière et l'huile de palme.

Le secteur extractif représente près de la moitié du PIB gabonais, dominé par la production de pétrole (4^{ème} producteur d'Afrique sub-saharienne¹) qui est toutefois orientée à la baisse. La chute des cours au milieu des années 2010, l'épuisement progressif des champs *onshore* et l'instabilité de la situation politique ont provoqué le départ de certaines compagnies (Shell en 2017) et l'interruption de l'exploration. De nouvelles découvertes *offshore* ont par la suite relancé l'intérêt pour le développement du secteur et permis la hausse des volumes en 2023 (à 207 000 bl/j environ contre 196 000 bl/j en 2022). Le lancement de nouveaux puits *offshores* (champs Hibiscus) aurait favorisé la production en 2024, malgré des incidents opérationnels du début d'année. La production devrait cependant se stabiliser, voire baisser par la suite. Une demande internationale peu dynamique qui pèse sur les cours et le contexte politique national risquent en effet de peser sur les investissements. La décision du gouvernement de transition de préempter, début 2024, la société Assala Energy et de prendre une participation de 30% dans la Société d'Entreposage de Produits Pétroliers (SGEPP) pourrait réduire l'attractivité du secteur pour les investisseurs privés. Le Gabon possède également des réserves de gaz, principalement associées à la production pétrolière, mais la production reste limitée.

Le Gabon s'est engagé depuis plusieurs années dans la diversification de son économie en particulier vers l'exploitation minière : le **manganèse dont le Gabon est le 2^{ème} producteur mondial** (mine de Moanda notamment, exploitée par la société française Eramet via sa filiale Comilog) et le **minerai de fer**. Le gouvernement de transition a lancé un Plan National de développement pour la Transition (PNDT 2024-2026) qui prévoit près de 300 projets pour pallier le manque d'infrastructures du pays. Mais leur réalisation impliquera d'importants investissements que le pays pourrait rencontrer des difficultés à financer.

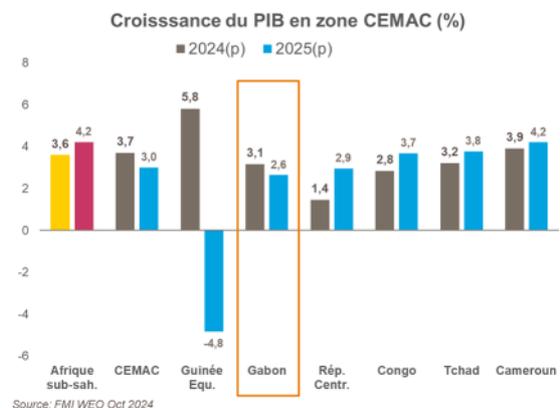
- **Une croissance relativement modérée**

L'activité a ralenti en 2023 (+2,4% après +3% en 2022) sous l'effet notamment d'une baisse des volumes d'exportation, conséquence de la réduction de la production minière, de défaillances des équipements ferroviaires et des incertitudes politiques consécutives au coup d'Etat d'août.

En 2024, le secteur extractif a subi des difficultés techniques dans le secteur pétrolier et la suspension, pendant plusieurs semaines, de la production de manganèse dans la mine de Moanda face à la baisse de la demande chinoise. **La croissance devrait**

cependant être portée par les investissements (hydrocarbures, infrastructures, en particulier rurales soutenus par le Programme des Nations Unies pour le Développement - PNUD). La baisse de l'inflation, ramenée à 2,1% en juin 2024 (dernière donnée connue, contre 3,4% en janvier) devrait favoriser, même modestement, la consommation.

La croissance du pays pourrait ainsi, selon les prévisions du FMI, atteindre **+3,1% en 2024 et ralentir autour de +2,6% en 2025** en raison de la baisse de la production de pétrole. Elle serait sensiblement en deçà de la croissance moyenne d'Afrique sub-saharienne et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Les performances économiques du Gabon pourraient être davantage affectées en cas de forte baisse des prix des matières premières exportées (pétrole, bois, produits miniers) dans un contexte de ralentissement de la demande mondiale, en particulier chinoise.



A plus long terme, la croissance devrait rester assez modeste, se stabilisant autour de **+2,5%/an en moyenne sur la période 2025-29** selon le FMI.

- **Une politique monétaire prudente**

L'inflation au sein de la CEMAC, à 5% en juin 2024 (dernière donnée connue) contre 4,4 % en mars 2024 (après 4,8 % en décembre 2023), **reste supérieure à la cible (3%)** de la Banque Centrale des Etats d'Afrique centrale (BEAC). Dans ce contexte, **la BEAC maintient son taux de référence à 5% depuis mars 2023**. Un assouplissement est attendu en 2025, sous réserve d'une atténuation des pressions inflationnistes et devrait, en tout état de cause, rester modéré.

- **Un secteur bancaire globalement sain mais fragile**

Le secteur bancaire Gabonais ne compte qu'une dizaine d'établissements. Il est dominé par trois établissements² qui représentent près de 70% du total des actifs. L'Etat a mis en place une stratégie d'inclusion financière pour la période 2022-27 destinée à améliorer l'accès aux services financiers des populations vulnérables et à promouvoir la finance numérique. En 2021 (dernière donnée disponible), les **2/3 de la population de plus de 15 ans disposait**

¹ Avec 220 000 bl/j environ derrière le Nigéria (1,2 Mbl/j), l'Angola (1,1 Mbl/j) et le Congo (260 000 bl/j) en 2023 (source Oxford Economics)

² BGFIBank, BICIG et UGB



d'un compte dans une institution financière ou via un fournisseur de « mobile money »³.

La capitalisation des banques tend à se dégrader mais le ratio fonds propres / actifs pondérés, à 14,5% en 2023 (17% en 2021), reste supérieur au minimum requis par la BEAC (10,5 %).

Trois banques publiques⁴ sont en cours de restructuration. Le processus, lancé en 2020, a été ralenti par la crise COVID. Deux banques sont, en 2024, en cours de liquidation avec la mise en place d'une structure de défaillance.

Le niveau des prêts non performants est modéré (de l'ordre de 7,5%) et stable, grâce notamment aux mesures prises par la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC) pour favoriser les renégociations de crédits post-Covid.

Les banques gabonaises sont exposées au risque souverain, les titres de dette publique pesant environ un-tiers des actifs bancaires du pays.

2. FINANCES PUBLIQUES

- Dégradation attendue du solde budgétaire malgré la stabilisation du cours du pétrole

Les revenus pétroliers représentent de l'ordre de 50% des recettes de l'Etat.

Le solde budgétaire a commencé à se dégrader en 2023 (à -1,9 % du PIB après -0,9 % en 2022) dans le contexte électoral et la tendance devrait se poursuivre en 2024-2025. Le projet de finance 2024 initial prévoyait une progression des investissements d'infrastructure (transport, électricité), une revalorisation salariale et des recrutements dans la fonction publique (secteurs de la santé et éducation notamment). Le projet de loi rectificatif adopté en août 2024 a entériné une hausse supplémentaire de 8% des dépenses en lien avec l'organisation du referendum constitutionnel de fin 2024.

Le gouvernement compte sur l'augmentation des recettes fiscales, grâce à la suppression progressive d'exonérations, à des hausses de taxes (sur les exportations de pétrole et de produits miniers) ainsi qu'à de nouvelles redevances (sur les émissions de monnaie électronique). Cette hausse, si elle est effective, ne devrait cependant pas être suffisante pour compenser celle des dépenses, conduisant à une augmentation du déficit à **-4% du PIB en 2024 selon le FMI et même -4,8% selon BMI Fitch Solutions.**

Pour 2025, les dépenses devraient continuer à augmenter (infrastructures routières, organisation des élections, poursuite des recrutements). Les bonnes performances attendues des secteurs minier et du bois ne devraient pas compenser la modération des revenus provenant du secteur pétrolier (tassement de la production et des prix). Le déficit devrait se creuser à **-6% du PIB selon le FMI.**

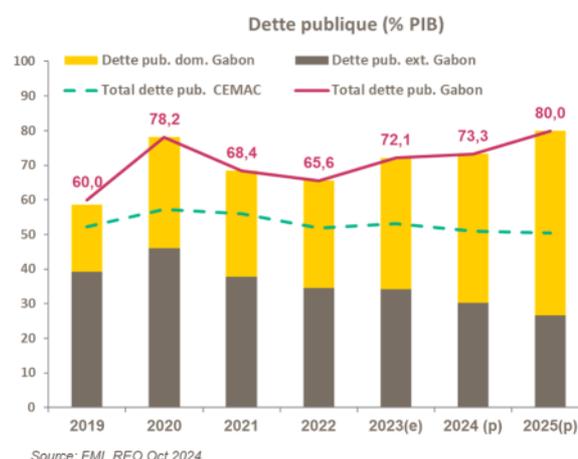
³ Source Banque Mondiale Global Findex

⁴ Postbank, la Banque Gabonaise de Développement (BGD) et la Banque de l'Habitat du Gabon (BHG)

L'Etat gabonais pourrait rencontrer des difficultés à couvrir ses besoins de financement, estimés à 19% du PIB en 2024-25 par le FMI, dans un environnement financier qui reste contraint (difficultés d'accès aux marchés internationaux, taux élevés, suspension de l'accord FMI). L'Etat pourrait être contraint de recourir davantage aux financements bancaires, accentuant l'exposition des banques au risque souverain et le risque d'éviction du secteur privé.

- Dette publique en hausse et risque élevé de surendettement

Le ratio de dette publique a fortement augmenté en 2020 (+18 pp) à plus de 78% du PIB dans le contexte de la crise sanitaire. Il s'est réduit dès 2021-22 avant de progresser à nouveau rapidement pour dépasser en 2023 le seuil de 70%⁵ fixé comme critère de convergence au sein de la CEMAC. En l'absence de réduction du déficit public, le ratio devrait continuer à augmenter et **pourrait atteindre 80% en 2025.**



Le Gabon est le deuxième pays le plus endetté de la CEMAC après la république du Congo. La Chine, 1^{er} créancier bilatéral, détenait en 2022 13% du stock de dette externe du Gabon.

Selon la terminologie du FMI, le Gabon présente un risque élevé de surendettement.

Outre la dégradation du ratio, la structure de la dette du Gabon est source de vulnérabilités, avec une dette domestique (52% du stock en 2023) coûteuse et une dette commerciale qui pèse de l'ordre de 20% de la dette extérieure.

Le service de la dette (principal et intérêts) était estimé en 2023 à plus de 11% du PIB (dont 6% du PIB au titre de la dette extérieure) et de l'ordre de 56% des recettes de l'Etat. Selon les estimations du FMI, le paiement des seuls intérêts de la dette publique totale représenterait de l'ordre de 20% des recettes de l'Etat. Le Gabon devra faire face à une **importante échéance de dette extérieure (Eurobond) en 2025. Son rachat partiel en novembre 2024 devrait atténuer les tensions** mais le poids du service de la dette devrait

⁵ yc arriérés



rester élevé en proportion de revenus qui devraient peu augmenter à court terme. Le risque de change est en revanche limité par l'appartenance du Gabon à la zone franc.

L'Etat gabonais a enregistré des arriérés récurrents, intérieurs et extérieurs ces dernières années. A fin 2023 leur montant était estimé à 12,6% du PIB (constitués essentiellement d'arriérés domestiques représentant 11% du PIB). Un programme a été mis en place pour les apurer. Mi-2024, les échéances dues à la Banque Mondiale ont été réglées, permettant la reprise des tirages.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Dépendance du solde courant à l'évolution des cours des hydrocarbures**

Environ 70% des recettes d'exportation du Gabon proviennent de la vente de matières premières, essentiellement du **pétrole**, mais également du **manganèse** et du **bois**.

La hausse des cours du brut a permis au pays de dégager un excédent courant confortable en 2022 (+10,9% du PIB). Cet excédent a été divisé par deux en 2023 (+5,4%) sous l'effet conjugué d'une baisse des exportations (recul de la demande) et d'une hausse des importations. Le solde devrait progressivement se dégrader avec la baisse attendue des volumes d'exportation (maturité des champs) et la possible modération des cours du pétrole (+0,4% en 2024 et -9,6% en 2025 selon le FMI)⁶. La progression des exportations de manganèse et de bois devrait toutefois permettre au pays de **conserver une position excédentaire autour de 3% du PIB en 2025**.

La Chine est un partenaire commercial majeur pour le Gabon. **Les relations avec la France, 1^{er} fournisseur du pays pour la période 2019-23, sont également étroites**. Le général Brice Oligui Nguema a fait un déplacement officiel en France fin mai 2024, à l'occasion duquel il a participé au forum économique France-Gabon⁷ et signé plusieurs contrats d'une valeur totale d'1 Md€ (dans le domaine des infrastructures de transport et d'approvisionnement en eau notamment). Le Gabon est membre du Commonwealth depuis 2022. Les conséquences de cette appartenance sur les échanges commerciaux semblent limitées à ce stade.

Le gouvernement s'efforce d'attirer les investissements directs (IDE) qui restent concentrés dans le secteur extractif. Les incertitudes politiques (cf. partie 4) risquent de continuer à peser sur les flux.

- **La dette extérieure exposée aux risques de taux et de refinancement**

Après l'allègement obtenu dans le cadre de PPTE⁸ qui avait permis de ramener son ratio d'endettement à moins de 14% du PIB en 2008 (plus de 40% en 2006), **le Gabon s'est rapidement réendetté**, notamment sur

les marchés financiers (émission de plusieurs Eurobonds entre 2013 et 2020). L'Etat gabonais a une gestion active de sa dette de marché. En août 2023, il a réalisé une opération d'échange « dette contre nature »⁹ lui permettant de restructurer une partie de sa dette externe : l'Etat s'est engagé à investir dans un fonds de préservation des océans en contrepartie d'une émission de 500 M\$. En novembre 2024, les Autorités ont annoncé une levée de fonds sur le marché local pour refinancer partiellement (à hauteur de 290 M\$) l'Eurobond venant à échéance en 2025. Le montant à rembourser en juin 2025 a ainsi été ramené à 315 M\$. Cette opération a permis de réduire la pression sur la dette extérieure, mais au prix d'une hausse de la dette domestique.

L'Etat gabonais devra faire face au refinancement du solde de son Eurobond mi-2025 alors qu'il est confronté à des tensions persistantes sur les liquidités en devises et que les conditions de refinancement pourraient rester peu favorables, dépendant notamment de l'évolution de la situation politique. Le taux de rendement des titres à 10 ans émis en 2015 dépassait 11,4% fin novembre, nettement au-dessus du taux à l'émission (7%). Par ailleurs, le Gabon n'a plus d'accord en cours avec le FMI qui a suspendu son programme de 2021 (utilisé à hauteur de la moitié de son montant environ) avant les élections d'août 2023, en raison du non-respect des critères de tirage.

En juin 2024, **Moody's a dégradé le pays de Caa1 à Caa2**, suivi par **Fitch de B- à CCC+ en juillet 2024**.

- **Les réserves de la zone CEMAC augmentent mais restent faibles**

En 2022, la BEAC a mis en place une réglementation pour renforcer le contrôle des changes et tenter de limiter les problèmes de liquidité auxquels les pays de la CEMAC sont régulièrement confrontés. Ces mesures comprennent notamment une obligation de rapatriement des devises, la déclaration des comptes en devises, ou le contrôle des transactions en devises par des banques agréées par la BEAC. Elles visent à assurer une meilleure gestion des réserves de change et à prévenir les sorties illicites de capitaux.

Les réserves de la zone CEMAC, centralisées par la BEAC, couvraient 4,8 mois d'importations à fin 2023. Pour 2024, la BEAC prévoit une baisse à **4,5 mois d'importations, soit un niveau inférieur au seuil de 5 mois recommandé par le FMI** pour la zone, exposée à la volatilité des cours mondiaux de pétrole.

⁶ Cours du Brent- WEO octobre 2024

⁷ Forum économique Gabon-France | Direction générale du Trésor (economie.gouv.fr)

⁸ Initiative Pays Pauvres Très Endettés

⁹ Le Gabon allège sa dette en s'engageant à protéger son écosystème marin - Jeune Afrique



4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Fragilité de la situation politique et sociale**

En août 2023, Ali Bongo Ondimba, qui venait d'être réélu pour un troisième mandat contesté par l'opposition, a été destitué par un coup d'Etat militaire. Le général Brice Oligui Nguema a pris la tête du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) après avoir suspendu la Constitution. Ce changement à la tête du pays, sans violence, a été bien accueilli par la population.

Un projet de nouvelle Constitution a été approuvé par référendum en novembre 2024 avec plus de 91% des voix mais une participation assez faible (54%). Il prévoit notamment la suppression du poste de Premier ministre (remplacé par deux vice-Présidents) et le renforcement des pouvoirs du Président « détenteur exclusif du pouvoir exécutif ». Le projet prévoit également des dispositions de priorisation nationale (pour l'obtention de titres fonciers notamment). L'étape suivante sera l'organisation d'élections présidentielles, prévues mi-2025. Les membres du CTRI ne pourront pas se présenter, à l'exception de M. Nguema, qui n'a toutefois pas, à ce stade, déclaré sa candidature. L'évolution de la situation politique reste incertaine.

Le Gabon entretient de bonnes relations avec l'UE comme en témoigne la visite de M. Nguema à Bruxelles en novembre 2024 pour aborder les sujets de sécurité, de développement durable ou de diversification économique.

La situation sociale s'est apaisée mais les attentes de la population sont grandes. Le Gabon affiche un niveau de PIB/ habitant parmi les plus élevés du continent africain (23 345\$ en 2023, 2^{ème} rang en Afrique sub-saharienne après Maurice¹⁰, en raison de sa population peu nombreuse. Mais le pays se classe 123^{ème} sur 189 pays selon l'Indice de Développement Humain des Nations Unies (2022). Par ailleurs, environ 1/3 de la population vit sous le seuil de pauvreté. La déception de la population face à l'absence de progrès économique notable ou à la corruption persistante pourraient en conséquence conduire à des mouvements de protestation. Les inquiétudes face au risque de concentration du pouvoir au sein de la présidence découlant de la nouvelle Constitution sont source de tensions supplémentaires.

- **Gouvernance et climat des affaires défailants**

Le Gabon est plutôt mieux classé que les pays de la zone selon les indicateurs de gouvernance mais il a reculé dans le classement Banque Mondiale et occupe le 170^{ème} rang sur 184 pays en 2023 (161^{ème} en 2021). Ses performances sont en repli en particulier en termes de stabilité politique, respect des lois et de lutte contre la corruption. Le Gabon est au 136^{ème} rang sur

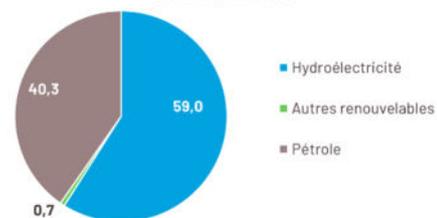
180 pays de l'indice de perception de la corruption de Transparency International 2023.

Les incertitudes sur l'évolution politique du pays pourraient continuer à peser sur le climat des affaires, malgré les efforts déployés par les autorités de transition pour renforcer l'attractivité du pays.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Gabon est vulnérable aux changements climatiques, en particulier aux conséquences des risques de sécheresse sur la production agricole. Il est un faible émetteur de gaz à effet de serre (85^{ème} sur 160 pays pour les émissions/ hab.). Avec 88% du territoire recouvert par la forêt équatoriale, ses importantes ressources en bois lui permettent de compenser ses émissions et lui confèrent le statut d'absorbeur net de carbone.

Gabon : production d'électricité par sources, en % (2020=2,95 TWh)



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022); Global and European Electricity review (Ember, 2022)

Le gouvernement souhaite continuer à réduire ses émissions en protégeant ses forêts (88% de son territoire) et en maintenant une forte consommation d'énergies renouvelables (hydroélectricité). Le Gabon est le premier pays d'Afrique à avoir reçu un financement (150 M\$ sur 10 ans) au titre de ses efforts pour lutter contre la déforestation¹¹ en 2019.

En outre, les autorités veulent promouvoir le commerce des crédits carbone. A ce titre, une loi a été votée en septembre 2021 pour faciliter les échanges de crédits d'émission de carbone. En juin 2022, le ministre de l'Environnement a affiché un objectif de création de 187 M de crédits carbone, dont 90 M devraient être vendus sur le marché des compensations.

Le pays abrite la première zone industrielle (GSEZ) en Afrique certifiée neutre en carbone.

Enfin, le Gabon s'est engagé en faveur de la préservation des océans par le mécanisme « dette contre nature » (cf. partie 3).

¹⁰ PIB/ habitant à prix courant, PPA FMI

¹¹ Fonds multi-bailleurs géré par les Nations unies au titre de l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (CAFI)



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economies émergentes / Risque Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.